

La pression politique s'accroît sur le groupe ArcelorMittal

INDUSTRIE

Du premier ministre à l'opposition, les voix s'élèvent pour soutenir les salariés du site de Gandrange en Lorraine.

LA DÉCISION est encore officieuse, mais elle semble inéluctable. ArcelorMittal devrait expliquer vendredi aux syndicats pourquoi il ne suit pas le projet alternatif proposé par la CFDT et s'en tient à sa position initiale : la fermeture partielle de l'usine de Gandrange (Moselle).

À l'heure où le dossier est plus politique que jamais, la position d'ArcelorMittal est de plus en plus inconfortable. Le groupe est pris entre deux feux. D'un côté, le premier ministre, François Fillon, veut « que tous les emplois soient préservés, c'est-à-dire que tous les salariés aient à la sortie de cette affaire un emploi ». Il veillera aussi « à ce que les capacités industrielles dans notre pays, et notamment dans le domaine de la sidérurgie, ne se réduisent pas ».

Frédéric Lefebvre, le nouveau porte-parole de l'UMP, a, lui, déclaré que « des repreneurs étaient là » et qu'il fallait laisser à l'État « le temps d'étudier des solutions ». De son côté, l'opposition s'est emparée du dossier. Le Parti socialiste a exigé que Nicolas Sarkozy tienne les promesses faites aux salariés du site. Le chef de l'État avait notamment évoqué la possibilité d'un investissement de l'État.

« La direction rejette les solutions alternatives, mais la fermeture coûtera 40 millions d'euros de plus que le maintien de l'activité sur le site », estime pour sa part Xavier Phandinh, délégué CGT, qui craint qu'à terme, tout le site ne soit fermé.

Une hypothèse formellement démentie par ArcelorMittal, qui estime que son plan est le meilleur, notamment pour éviter une telle situation. La direction pense en outre que la contre-proposition de la CFDT ne tient pas la route. En

revanche, elle a accepté de faire quelques concessions relativement marginales.

Seuls 575, et non plus 595 des 1 000 salariés du site, sont concernés et le groupe investira 6 millions d'euros en formation et outil industriel. Lakshmi Mittal, le patron d'ArcelorMittal, s'était engagé en février à mettre en place un fonds de 20 millions d'euros pour aider au reclassement des personnels. Le groupe pourrait réfléchir à d'autres solutions pour tenter d'apaiser les esprits et préserver son image de marque.

Pas de cession envisagée

ArcelorMittal voudrait échapper au schéma du « patron voyou » qui démantèle l'industrie nationale. Aussi, Lakshmi Mittal, sensible à la dimension politique prise par le dossier, serait prêt à envisager une nouvelle rencontre avec Nicolas Sarkozy, pour lui expliquer sa position.

Le sidérurgiste s'est aussi déjà engagé à ce qu'il n'y ait aucun licenciement. Les salariés concernés par les suppressions de postes partent à la retraite ou se voient offrir des emplois dans deux usines proches du groupe. En revanche, l'éventualité d'une cession à un tiers semble beaucoup plus aléatoire. Le groupe veut conserver un laminoir à Gandrange, activité qui s'intégrera à son dispositif industriel. En substance : Gandrange n'est pas à vendre. Difficile, dans ces conditions, de penser que le géant de l'acier à céder son usine.

D'autant que les différents « repreneurs potentiels » désavouent l'être les uns après les autres. Après Carlo Tassara et Severstal, le brésilien Gerdau a démenti hier avoir déposé une offre de rachat. Aujourd'hui, c'est au tour d'un ferrailleur allemand, Scholz, de faire figure de repreneur possible.

E. B.